

Objectif

Le présent document contient des informations essentielles sur le produit d'investissement. Il ne s'agit pas d'un document à caractère commercial. Ces informations vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste ce produit et quels risques, coûts, gains et pertes potentiels y sont associés, et de vous aider à le comparer à d'autres produits.

Produit

SELECT-ACTIONS EUROPE

Ce Fonds est géré par Société Parisienne de Gestion
FIA soumis au droit français

Nom de l'initiateur | Société Parisienne de Gestion

Code ISIN : FR0011336437

Site internet | <https://spg-paris.com/>

Devise du produit | Euro

Contact | Appelez le 01 45 61 51 10 pour de plus amples informations.

Autorité compétente : L'Autorité des Marchés Financiers, France (AMF) est chargée du contrôle de Société Parisienne de Gestion en ce qui concerne ce document d'informations clés. Société Parisienne de Gestion est agréée en France et réglementée par l'Autorité des marchés financiers sous le numéro GP 90-84.

Date de production du document d'informations clés | 29/04/2026

Avertissement

Vous êtes sur le point d'acheter un produit qui n'est pas simple et peut être difficile à comprendre.

En quoi consiste ce produit ?

Type | SELECT-ACTIONS EUROPE (ici, "le FIA" ou "l'OPC") est un Fond Commun de Placement de droit français. Le FIA n'ayant pas la personnalité morale, il n'est pas assujéti à l'impôt sur les sociétés. Chaque porteur est imposé comme s'il était directement propriétaire d'une quotité de l'actif, en fonction du régime fiscal qui lui est applicable.

Classification A.M.F. | FIA Actions internationales

Durée | L'OPC a été créé le 12/10/2012 et sa durée d'existence prévue est de 99 ans.

Objectifs | L'objectif du fonds est d'optimiser la performance par une exposition aux marchés actions sur la durée de placement recommandée ; il sera majoritairement exposé à des titres de sociétés paneuropéennes. Ce FIA n'a pas d'indice de référence. Afin de pouvoir réaliser son objectif de gestion, la stratégie d'investissement repose sur une gestion discrétionnaire, au travers d'une politique de sélections de titres « stock picking » (sélection de titres pour leur valeur intrinsèque et non en fonction de des perspectives d'un marché, d'un secteur, d'un pays,...), totalement libre de tout indice, et respectant les principaux critères d'investissement suivants :

- Evaluation relative au marché (valorisation attractive)
- Structure financière de la société
- Taux de rendement actuel et prévisionnel
- Qualité de l'équipe dirigeante
- Positionnement de l'entreprise sur son marché
- Potentiel de croissance et de performance de l'action

Le gestionnaire concentrera ses investissements sur des titres dont le cours de bourse ne reflète pas, selon lui, la valeur réelle de la société.

Le fonds sera en permanence investi à 75% en titres éligibles au PEA et peut donc être détenu dans un plan d'épargne en actions.

Le fonds sera exposé, en titres vifs et/ou parts d'OPCVM et/ou instruments dérivés, aux catégories d'actifs suivantes :

- de 60% à 100% de l'actif net aux marchés actions de l'Union européenne et des pays de l'OCDE, tant sur des petites et moyennes capitalisations que sur des grandes capitalisations ;
- jusqu'à 25% de l'actif net aux marchés d'actions des pays émergents
- L'exposition au risque de change pourra atteindre 100% de l'actif net du fonds dont 25% maximum sur des devises hors Union européenne.

De plus, le fonds pourra intervenir sur les marchés à terme ferme ou optionnels, réglementés et/ou organisés, français et étrangers, dans la limite de 40% de l'actif net, afin de couvrir et/ou exposer le portefeuille au risque d'action et risque de change et afin de réaliser son objectif de gestion.

Le fonds pourra investir dans la limite maximum de 20% de l'actif net en parts ou actions d'OPCVM français ou européens coordonnés ou non coordonnés, de toutes classifications, gérés ou non par la Société Parisienne de Gestion. Les revenus sont capitalisés. L'ensemble des actifs pouvant être utilisés dans le cadre de la gestion du FIA figure dans le prospectus.

Indicateur de référence | Néant

Affectation des revenus | Capitalisation

Heure limite de centralisation des ordres de souscriptions/rachats |

Les demandes de souscription et de rachat sont centralisées le vendredi avant 12 heures auprès du dépositaire, et seront exécutées sur la base de la prochaine valeur liquidative.

Fréquence de valorisation | Hebdomadaire

Investisseurs de détail visés | Le fonds convient à des investisseurs institutionnels ou personnes physiques souhaitant placer une part de leurs actifs dans un portefeuille diversifié comprenant tout type d'actifs (OPC, actions, instruments financiers à terme) géré de façon discrétionnaire et conscients des risques inhérents à la détention de parts d'un tel fonds. Les parts de ce FIA ne sont pas et ne seront pas enregistrées aux Etats-Unis en application du U.S. Securities Act de 1933 tel que modifié (" Securities Act 1933 ") ou admises en vertu d'une quelconque loi des Etats-Unis. Ces parts ne doivent ni être offertes, vendues ou transférées aux Etats-Unis (y compris dans ses territoires et possessions) ni bénéficier, directement ou indirectement, à une US Person (au sens du règlement S du Securities Act de 1933).

Assurance | Non applicable.

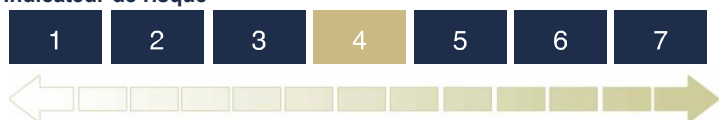
Date d'échéance | Ce produit n'a pas de date d'échéance.

Dépositaire | Crédit industriel et commercial (CIC).

Le prospectus, les rapports annuels et les derniers documents périodiques, ainsi que toutes autres informations pratiques et notamment où trouver le tout dernier prix des parts sont disponibles sur simple demande écrite, gratuitement, à : Société Parisienne de Gestion - 10 avenue de Messine 75008 PARIS.

Quels sont les risques et qu'est-ce que cela pourrait me rapporter ?

Indicateur de risque



Risque le plus faible

Risque le plus élevé

L'indicateur de risque part de l'hypothèse que vous conservez les parts pendant 5 années.



Le risque réel peut être très différent si vous optez pour une sortie avant échéance, et vous pourriez obtenir moins en retour.

L'indicateur synthétique de risque permet d'apprécier le niveau de risque de ce produit par rapport à d'autres. Il indique la probabilité que ce produit enregistre des pertes en cas de mouvements sur les marchés ou d'une impossibilité de notre part de vous payer.

Nous avons classé le produit dans la classe de risque 4 sur 7, qui est une classe de risque moyenne. Autrement dit, les pertes potentielles liées aux futurs résultats du produit se situent à un niveau moyen et, si la situation venait à se détériorer sur les marchés financiers, il est possible que notre capacité à vous payer en soit affectée.

Risques matériellement pertinents et non pris en compte dans l'indicateur :

Risque lié à l'utilisation des instruments financiers dérivés : Cela peut entraîner la valeur liquidative à la baisse en cas d'exposition dans un sens contraire à l'évolution des marchés.

Risque de liquidité : Le fonds peut être investi jusqu'à 100% de son actif dans des petites et moyennes capitalisations. Le volume de ces titres étant réduit, les mouvements de marché sont donc plus marqués à la baisse, et plus rapides que sur les grandes capitalisations. La valeur liquidative du FIA peut donc baisser plus rapidement et plus fortement.

La survenance de l'un de ces risques peut entraîner une baisse de la valeur liquidative.

Scénarios de performance (montants exprimés en Euros) I

Les chiffres indiqués comprennent tous les coûts du produit lui-même, mais pas nécessairement tous les frais dus à votre conseiller ou distributeur.

Ces chiffres ne tiennent pas compte de votre situation fiscale personnelle qui peut également influencer sur les montants que vous recevrez.

Ce que vous obtiendrez de ce produit dépend des performances futures du marché. Les scénarios défavorable, intermédiaire et favorable présentés représentent des exemples utilisant les meilleures et pires performances, ainsi que la performance moyenne du produit au cours des 10 dernières années.

Les marchés pourraient évoluer très différemment à l'avenir. Le scénario de tensions montre ce que vous pourriez obtenir dans des situations de marché extrêmes. Ce type de scénario défavorable s'est produit pour un investissement entre août 2021 et février 2026, intermédiaire entre février 2018 et février 2023 et favorable entre novembre 2016 et novembre 2021.

Période de détention recommandée : 5 ans		Exemple d'investissement : 10 000 €	
Scénarios		Si vous sortez après 1 an	Si vous sortez après 5 ans (Période de détention recommandée)
Minimum	Ce produit ne prévoyant pas de protection contre les aléas de marché, il n'existe aucun rendement minimal garanti. Vous pourriez perdre tout ou partie de votre investissement.		
Tensions	Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts	7 080 €	4 470 €
	Rendement annuel moyen	-29.20%	-14.87%
Défavorable	Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts	7 330 €	8 830 €
	Rendement annuel moyen	-26.70%	-2.46%
Intermédiaire	Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts	10 160 €	10 880 €
	Rendement annuel moyen	1.60%	1.70%
Favorable	Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts	12 720 €	14 540 €
	Rendement annuel moyen	27.20%	7.77%

Ce tableau affiche les montants que vous pourriez obtenir en fonction de différents scénarios et selon les paramètres suivants :

- un investissement de 10 000 € ;
- et des durées de détention d'1 an et de 5 ans, cette dernière étant égale à la période de détention recommandée.

Ces différents scénarios indiquent la façon dont votre investissement pourrait se comporter et vous permettent d'effectuer des comparaisons avec d'autres produits. Les scénarios présentés sont une estimation de performances futures à partir de données du passé relatives aux variations de la valeur de cet investissement. Ils ne constituent pas un indicateur exact. Ce que vous obtiendrez dépendra de l'évolution du marché et de la durée pendant laquelle vous conserverez l'investissement ou le produit. Il n'est pas facile de sortir de ce produit. Si vous sortez de l'investissement avant la fin de période de détention recommandée, aucune garantie ne vous est donnée et vous pourriez subir des coûts supplémentaires.

Que se passe-t-il si Société Parisienne de Gestion n'est pas en mesure d'effectuer les versements ?

Société Parisienne de Gestion est une société de gestion de portefeuille agréée et suivie par l'Autorité des Marchés Financiers et doit respecter des règles d'organisation et de fonctionnement notamment en matière de fonds propres. Les fonds de l'investisseur ou les revenus de l'OPC sont versés sur un ou plusieurs comptes bancaires ouverts au nom de l'OPC. Par conséquent, le défaut de Société Parisienne de Gestion n'aurait pas d'impact sur les actifs de l'OPC. L'OPC ne bénéficie pas d'un système d'indemnisation. En cas de défaillance du dépositaire, le risque de perte financière du Produit est atténué en raison de la ségrégation légale des actifs du dépositaire de ceux du Produit. Il se peut que la personne qui vous vend ce produit ou qui vous fournit des conseils à son sujet vous demande de payer des coûts supplémentaires. Si c'est le cas, cette personne vous informera au sujet de ces coûts et vous montrera l'incidence de ces coûts sur votre investissement.

Que va me coûter cet investissement ?

Coûts au fil du temps (montants exprimés en Euros) :

Les tableaux présentent les montants prélevés sur votre investissement afin de couvrir les différents types de coûts. Ces montants dépendent du montant que vous investissez, du temps pendant lequel vous détenez le produit et du rendement du produit. Les montants indiqués ici sont des illustrations basées sur un exemple de montant d'investissement et différentes périodes d'investissement possibles.

Nous avons supposé :

- qu'au cours de la première année vous récupéreriez le montant que vous avez investi (rendement annuel de 0 %). Que pour les autres périodes de détention, le produit évolue de la manière indiquée dans le scénario intermédiaire.
- 10 000 EUR sont investis.

	Si vous sortez après 1 an	Si vous sortez après 5 ans (Période de détention recommandée)
Coûts totaux	418 €	1 990 €
Incidence des coûts annuels (*)	4.18%	3.47% chaque année

(*) Elle montre dans quelle mesure les coûts réduisent annuellement votre rendement au cours de la période de détention. Par exemple, elle montre que si vous sortez à la fin de la période de détention recommandée, il est prévu que votre rendement moyen par an soit de 5.18% avant déduction des coûts et de 1.70% après cette déduction. Il se peut que nous partagions les coûts avec la personne qui vous vend le produit afin de couvrir les services qu'elle vous fournit. Cette personne vous informera du montant.

Composition des coûts :

Coûts ponctuels à l'entrée ou à la sortie		Si vous sortez après 1 an
Coûts d'entrée	1% du montant que vous payez au moment de l'entrée dans l'investissement. Il s'agit du montant maximal que vous paierez. La personne qui vous vend le produit vous informera des coûts réels.	100 EUR
Coûts de sortie	Nous ne facturons pas de coût de sortie pour ce produit, mais la personne qui vous vend le produit peut le faire.	0 EUR

Coûts récurrents prélevés chaque année		
Frais de gestion et autres frais administratifs et d'exploitation	2.46% de la valeur de votre investissement par an. Cette estimation se base sur les coûts réels au cours de l'année dernière.	244EUR
	0.41% de la valeur de votre investissement par an. Il s'agit d'une estimation des coûts encourus	
Coûts de transaction	lorsque nous achetons et vendons les investissements sous-jacents au produit. Le montant réel varie en fonction de la quantité que nous achetons et vendons.	40 EUR

Coûts accessoires prélevés sous certaines conditions		
Commissions liées aux résultats et commission d'intéressement	8% TTC de la performance nette de frais annuelle positive du fonds. Le montant réel varie en fonction de la performance de votre investissement. L'estimation ci-dessus des coûts totaux comprend la moyenne au cours des 5 dernières années.	34 EUR

Combien de temps dois-je le conserver et puis-je retirer de l'argent de façon anticipée ?

La durée de placement recommandée est de 5 ans au minimum en raison de la nature du sous-jacent de cet investissement. Les parts de cet OPC sont des supports de placement à moyen terme, elles doivent être acquises dans une optique de diversification de son patrimoine. Vous pouvez demander le remboursement de vos parts chaque vendredi, les opérations de rachat sont exécutées de façon hebdomadaire. La détention pour une durée inférieure à la période recommandée est susceptible de pénaliser l'investisseur.

Comment puis-je formuler une réclamation ?

Vous pouvez formuler une réclamation concernant le produit ou le comportement (i) de la Société Parisienne de Gestion (ii) d'une personne qui fournit des conseils au sujet de ce produit, ou (iii) d'une personne qui vend ce produit en adressant un courrier électronique ou un courrier postal aux personnes suivantes, selon le cas :

- Si votre réclamation concerne le produit lui-même ou le comportement de la Société Parisienne de Gestion : veuillez contacter la Société Parisienne de Gestion, par courriel contact@spg-paris.com ou par courrier, de préférence avec A/R (Société Parisienne de Gestion - à l'attention de la direction risques et conformité - 10 avenue de Messine 75008 PARIS).
- Si votre réclamation concerne une personne qui fournit des conseils sur le produit ou bien qui le propose, veuillez contacter cette personne en direct.

Autres informations pertinentes

Les informations relatives aux performances passées sont disponibles sur simple demande auprès de la Société de gestion.

Nombre d'années pour lequel les données relatives aux performances passées sont présentées : 5 ans ou 10 ans en fonction de la date de création de la part. Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Les performances présentées dans ce diagramme le sont toutes charges incluses. Lorsque ce produit est utilisé comme support en unité de compte d'un contrat d'assurance sur la vie ou de capitalisation, les informations complémentaires sur ce contrat, telles que les coûts du contrat, qui ne sont pas compris dans les coûts indiqués dans le présent document, le contact en cas de réclamation et ce qui se passe en cas de défaillance de l'entreprise d'assurance sont présentées dans le document d'informations clés de ce contrat obligatoirement remis par votre assureur ou courtier ou tout autre intermédiaire d'assurance conformément à son obligation légale.

PROSPECTUS

I. Caractéristiques générales :**I-1 Forme du FIA :**

- **Dénomination :** SELECT-ACTIONS EUROPE
- **Forme juridique et état membre dans lequel le FIA a été constitué :**

Fonds Commun de Placement (FCP) de droit français

- **Date de création et durée d'existence prévue :**

Le Fonds a été créé le 12/10/2012 pour une durée de 99 ans.

- **Synthèse de l'offre de gestion :**

Parts	Caractéristiques				
	Code ISIN	Distribution des revenus	Devise de libellé	Souscripteurs concernés	Montant minimum de souscription
	FR0011336437	Capitalisation	Euro	Tous souscripteurs	Une part

- **Indication du lieu où l'on peut se procurer le dernier rapport annuel et le dernier état périodique :**

Les derniers documents annuels et périodiques sont adressés dans un délai de huit jours ouvrés sur simple demande écrite du porteur auprès de :

Société Parisienne de Gestion 10
avenue de Messine
75 008 PARIS

Des explications supplémentaires peuvent être obtenues auprès de SPG au 01.45.61.51.10

Le pourcentage d'actifs du FIA qui serait susceptible de faire l'objet d'un traitement particulier si ces actifs devenaient non liquides serait indiqué dans le rapport annuel du FIA.

De la même manière, toute nouvelle disposition prise pour gérer la liquidité du FIA sera mentionnée dans le rapport annuel du FIA

I-2 Acteurs :

- **Société de gestion :**

La société de gestion a été agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro GP 90084 en date du 27 juillet 1990.

Société Parisienne de Gestion
10 avenue de Messine - 75 008 PARIS

Conformément aux dispositions de l'article 317-2 du Règlement général de l'AMF, la société de gestion dispose de capitaux propres suffisants pour couvrir les risques éventuels de sa mise en cause de responsabilité professionnelle à l'occasion de la gestion du FIA

- **Dépositaire, conservateur:**

Les fonctions de dépositaire et de conservateur sont assurées par :

Crédit Industriel et Commercial, établissement de crédit agréé par l'ACPR

siège social : 6 avenue de Provence 75009 Paris

adresse postale : 6 avenue de Provence 75009 Paris

a) Missions

1. Garde des actifs
 - i. Conservation
 - ii. Tenue de registre des actifs
2. Contrôle de la régularité des décisions de l'OPC ou de sa société de gestion
3. Suivi des flux de liquidité,
4. Tenue du passif par délégation
 - i. Centralisation des ordres de souscription et de rachat de part
 - ii. Tenue de compte émission

Conflits d'intérêts potentiels : la politique en matière de conflits d'intérêts est disponible sur le site internet suivant : www.cicmarketsolutions.eu Un exemplaire sur papier est mis à disposition gratuitement sur demande formulée auprès de : CIC Corporate & Institutional Banking - Asset Servicing- 6 avenue de Provence 75009 PARIS

b) Délégué des fonctions de garde : BFCM

La liste des délégués et sous délégués est disponible sur le site internet suivant : www.cic-marketsolutions.eu Un exemplaire sur papier est mis à disposition gratuitement sur demande formulée auprès de : CIC Corporate & Institutional Banking - Asset Servicing- 6 avenue de Provence 75009 PARIS

c) Des informations actualisées seront mises à disposition des investisseurs sur demande formulée auprès de : CIC Corporate & Institutional Banking - Asset Servicing- 6 avenue de Provence 75009 PARIS »

• Commissaire aux comptes :

APLITEC
Les Patios Saint-Jacques
4 et 14, rue Ferrus
75014 Paris

• Commercialisateur :

Société Parisienne de Gestion
10 avenue de Messine
75 008 PARIS

Le FIA étant admis en EUROCLEAR France, ses parts peuvent être souscrites ou rachetées auprès d'intermédiaires financiers qui ne sont pas connus de la société de gestion.

• Délégués :

La gestion administrative et comptable a été déléguée à la société Crédit Industriel et Commercial (CIC) dont les bureaux sont situés 6 avenue de Provence 75009 Paris. Sa mission consiste principalement à assurer la gestion comptable du FIA et le calcul des valeurs liquidatives.

• Conseillers :

Néant

• Centralisateur :

Identité du centralisateur : Société Parisienne de Gestion

Identité de l'établissement en charge de la réception des ordres de souscription et rachat par délégation : Crédit Industriel et Commercial

II. Modalités de fonctionnement et de gestion :**II-1 Caractéristiques générales :****• Caractéristiques des parts ou actions :**

Code ISIN : FR0011336437

Nature du droit attaché à la catégorie de parts : Chaque porteur de parts dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du fonds proportionnel au nombre de parts possédées.

Modalités de tenue du passif : La tenue du passif est assurée par le dépositaire, Crédit Industriel et Commercial. Il est précisé que l'administration des parts est effectuée en Euroclear France.

Droits de vote : Le Fonds étant une copropriété de valeurs mobilières, aucun droit de vote n'est attaché aux parts détenues. Les décisions concernant le Fonds sont prises par la société de gestion dans l'intérêt des porteurs de parts.

Les investisseurs peuvent accéder au rapport sur l'exercice des droits de vote sur le site internet de la société de gestion (www.spg-paris.com/informations-reglementaires)

Forme des parts : Parts au porteur.

Décimalisation : Les parts ne peuvent être souscrites qu'en nombre entier de parts.

Valeur initiale de la part : La valeur initiale de la part au lancement du fonds est de 100 euros.

• **Date de clôture :**

Dernier jour ouvré à Paris du mois de décembre de chaque année. (Première clôture : 31 décembre 2013)

• **Indications sur le régime fiscal :**

Le fonds est éligible au PEA.

L'actif du Fonds respectera les ratios fiscaux en vigueur, sauf le premier mois de son exercice.

La qualité de copropriété du Fonds le place de plein droit en dehors du champ d'application de l'impôt sur les sociétés. En outre, la loi exonère les plus-values de cessions de titres réalisées dans le cadre de la gestion du FIA, sous réserve qu'aucune personne physique, agissant directement ou par personne interposée, ne possède plus de 10% de ses parts (article 150-0 A, III-2 du Code général des impôts)

Selon le principe de transparence, l'administration fiscale considère que le porteur de parts est directement détenteur d'une fraction des instruments financiers et liquidités détenus dans le Fonds.

Le Fonds ne proposant qu'une part de capitalisation, la fiscalité applicable est en principe celle des plus-values sur valeurs mobilières du pays de résidence du porteur, suivant les règles appropriées à sa situation personnelle (personne physique, personne morale soumise à l'impôt sur les sociétés, autres cas ...). Les règles applicables aux porteurs résidents français sont fixées par le Code général des impôts.

D'une manière générale, les porteurs de parts du Fonds sont invités à se rapprocher de leur conseiller fiscal ou de leur chargé de clientèle habituel afin de déterminer les règles fiscales applicables à leur situation particulière. Cette analyse pourrait, selon le cas, leur être facturée par leur conseiller et ne saurait en aucun cas être prise en charge par le Fonds ou la société de gestion.

-2 **Dispositions particulières :**

• **Code ISIN :** FR0011336437

• **Classification:** Actions Internationales

• **Niveau d'exposition dans d'autres placements collectifs de droit français, OPCVM de droit étranger, FIA établis dans un autre Etat membre de l'Union Européenne ou fonds d'investissement de droit étranger :** jusqu'à 20% de l'actif net

• **Objectif de gestion :**

L'objectif du fonds est d'optimiser la performance par une exposition aux marchés actions sur la durée de placement recommandée ; il sera majoritairement exposé à des titres de sociétés européennes. Ce FIA n'a pas d'indice de référence.

• **Indicateur de référence :**

Comme indiqué ci-dessus, ce FIA n'a pas d'indicateur de référence, puisqu'il est libre d'investir dans les différents marchés européens et internationaux, en respectant l'objectif de gestion. De plus, la politique de gestion basée sur le « stock picking », n'est reflétée par aucun indice.

• **Stratégie d'investissement :**

1. Stratégies utilisées

Afin de pouvoir réaliser son objectif de gestion, la stratégie d'investissement repose sur une gestion discrétionnaire, au travers d'une politique de sélections de titres « stock picking » (sélection de titres pour leur valeur intrinsèque et non

en fonction des perspectives d'un marché, d'un secteur, d'un pays,...), totalement libre de tout indice, et en respectant les principaux critères d'investissement suivants :

- Evaluation relative au marché (valorisation attractive)
- Structure financière de la société
- Taux de rendement actuel et prévisionnel
- Qualité de l'équipe dirigeante
- Positionnement de l'entreprise sur son marché
- Potentiel de croissance et de performance de l'action

Le gestionnaire concentrera ses investissements sur des titres dont le cours de bourse ne reflète pas, selon lui, la valeur réelle de la société.

Le fonds sera en permanence investi à 75% en titres éligibles au PEA et peut donc être détenu dans un plan d'épargne en actions.

Le fonds sera exposé, en titres vifs et/ou parts d'OPC et/ou instruments dérivés, aux catégories d'actifs suivantes :

- de 60% à 100% de l'actif net aux marchés actions de l'Union européenne et des pays de l'OCDE tant sur des petites et moyennes capitalisations que sur des grandes capitalisations ;
- jusqu'à 25% de l'actif net aux marchés d'actions des pays émergents (hors OCDE)
- de 0% à 25% de l'actif net aux produits de taux via des OPC.

L'exposition au risque de change pourra atteindre 100% de l'actif net du fonds.

De plus, le fonds pourra intervenir sur les marchés à terme ferme ou optionnels, réglementés et/ou organisés, français et étrangers, dans la limite de 40% de l'actif net, à des fins de couverture et/ou exposition aux risques actions et change. Le fonds pourra investir dans la limite maximum de 20% de l'actif net en parts ou actions d'OPCVM français ou européens coordonnés ou non coordonnés, de toutes classifications, gérés ou non par la Société Parisienne de Gestion

Fourchette de sensibilité aux taux d'intérêt	Devises de libellé des titres dans lesquels le FIA sera investi	Risque de change	Zone géographique des émetteurs
-	Toutes devises	Jusqu'à 100% sur des devises hors euro	Toutes zones géographiques

Le fonds est article 6 du règlement Taxonomie (SFDR). Les investissements sous-jacents à ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

A ce jour, SPG ne tient pas compte des principaux impacts négatifs de ses décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité.

En effet, la société ne prend pas en compte les critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance. Les critères de choix qui rentrent en jeu dans la sélection de nos investissements ne sont donc pas, par volonté stratégique, systématiquement conduits par ces principes.

Les pratiques d'investissement responsable les plus courantes sont mises en œuvre à partir de filtrages (positif ou négatif), se traduisent par des contraintes et peuvent être perçues comme un frein à la performance financière du portefeuille. Par ailleurs, il faut également noter que l'information diffusée par les émetteurs est assez hétérogène et ne permet pas à ce jour de garantir la collecte de 14 indicateurs propres aux Regulatory Technical Standards (RTS).

2. Les actifs (hors dérivés)

A/ Les actions :

Le fonds est en permanence investi à 75% en actions et titres éligibles au PEA, tant en petites et moyennes capitalisations que sur des grandes capitalisations. La sélection rigoureuse des valeurs et les opérations d'achat et de vente ne répondent à aucun objectif d'allocations sectorielles ou géographiques en dehors des contraintes ci-dessus mentionnées.

B/ actions ou parts d'autres placements collectifs de droit français ou d'autres OPCVM, FIA ou fonds d'investissement de droit étranger :

Le fonds se réserve la possibilité d'investir jusqu'à 20 % de son actif en parts ou actions d'OPCVM français et/ou européens coordonnés ou non, toutes classifications confondues, gérés ou non par la Société Parisienne de Gestion.

C/ Titres de créances et instruments du marché monétaire :

Néant

3. Les instruments dérivés :

- **Nature des marchés d'intervention :**

Le FIA peut intervenir sur des instruments financiers à terme ferme et conditionnels négociés sur des marchés réglementés et/ou organisés français et étrangers ou sur des marchés de gré à gré pour les contrats de change à terme.

- **Risques sur lesquels le gérant désire intervenir :**

Risque d'action, risque de change.

- **Nature des interventions :**

Le gérant peut prendre des positions pour couvrir et/ou exposer le portefeuille au risque d'action et risque de change et afin de réaliser son objectif de gestion.

- **Nature des instruments utilisés :**

Le gérant pourra utiliser des contrats futures, des options et des contrats de change à terme.

- **Stratégie d'utilisation des dérivés pour atteindre l'objectif de gestion :**

L'utilisation des instruments financiers à terme est effectuée :

- pour procéder à des ajustements de collecte, notamment en cas de flux importants de souscriptions et de rachats sur le FIA,
- afin de s'adapter à certaines conditions de marchés (mouvements importants de marché, meilleure liquidité ou efficacité des instruments financiers à terme par exemple...)

Le cumul des expositions ne peut pas dépasser 140% de l'actif net, y compris par le biais des contrats financiers à terme.

Titres intégrant des dérivés :

- **Risques sur lesquels le gérant désire intervenir :**

Risque d'action, risque de taux.

- **Nature des interventions :**

Le gérant peut prendre des positions dans un but de couverture et/ou d'exposition au risque d'action ou au risque de taux.

- **Nature des instruments utilisés :**

Le gérant peut investir des droits et bons de souscription, des warrants, des certificats cotés sur des marchés réglementés.

- **Stratégie d'utilisation des dérivés intégrés pour atteindre l'objectif de gestion :**

Le gérant peut recourir à des titres intégrant des dérivés dans le cas où ces titres offrent une alternative par rapport aux autres instruments financiers ou si ces titres n'ont pas d'offre identique sur le marché des autres instruments financiers.

Ces instruments sont utilisés dans la limite de 25% de son actif net

4. Dépôts :

Le FIA peut avoir recours à des dépôts, notamment en vue d'optimiser la gestion de sa trésorerie et de gérer les différentes dates de valeur des souscriptions/rachats. Ce type d'instrument sera néanmoins utilisé de façon accessoire.

5. Emprunt d'espèces :

Le FIA peut être ponctuellement emprunteur d'espèces. Sans avoir vocation à être structurellement emprunteur d'espèces, le FIA peut se trouver en position débitrice en raison des opérations liées à ses flux versés (investissements et désinvestissements en cours, opérations de souscriptions/rachats, ...) dans la limite de 10%.

6. Opérations d'acquisition et de cession temporaires de titres : néant**7. Contrats constituant des garanties financières :**

Dans le cadre de la réalisation des transactions sur instruments financiers dérivés de gré à gré et des opérations d'acquisition / cession temporaire des titres, le FIA peut recevoir les actifs financiers considérés comme des garanties et ayant pour but de réduire son exposition au risque de contrepartie.

Les garanties financières reçues seront essentiellement constituées en espèces ou en titres financiers pour les transactions sur instruments financiers dérivés de gré à gré, et en espèces et en obligations d'Etat éligibles pour les opérations d'acquisition/cession temporaire de titres.

Ces garanties sont données sous forme d'espèces ou d'obligations émises ou garanties par les Etats membres de l'OCDE ou par leurs collectivités publiques territoriales ou par des institutions et organismes supranationaux à caractère communautaire, régional ou mondial.

Toute garantie financière reçue respectera les principes suivants :

- Liquidité : Toute garantie financière en titres doit être très liquide et pouvoir se négocier rapidement sur un marché réglementé à prix transparent.
- Cessibilité : Les garanties financières sont cessibles à tout moment.
- Evaluation : Les garanties financières reçues font l'objet d'une évaluation quotidienne au prix du marché ou selon un modèle de pricing. Une politique de décote prudente sera appliquée sur les titres pouvant afficher une volatilité non négligeable ou en fonction de la qualité de crédit.
- Qualité de crédit des émetteurs : Les garanties financières sont de haute qualité de crédit selon l'analyse de la société de gestion.
- Placement de garanties reçues en espèces : Elles sont, soit placées en dépôts auprès d'entités éligibles, soit investies en obligations d'Etat de haute qualité de crédit (notation respectant les critères des OPCVM/FIA de type monétaire), soit investies en OPCVM/FIA de type monétaire, soit utilisées aux fins de transactions de prise en pension conclues avec un établissement de crédit.
- Corrélation : les garanties sont émises par une entité indépendante de la contrepartie.
- Diversification : L'exposition à un émetteur donné ne dépasse pas 20% de l'actif net.
- Conservation : Les garanties financières reçues sont placées auprès du Dépositaire ou par un de ses agents ou tiers sous son contrôle ou de tout dépositaire tiers faisant l'objet d'une surveillance prudentielle et qui n'a aucun lien avec le fournisseur des garanties financières.
- Interdiction de réutilisation : Les garanties financières autres qu'en espèces ne peuvent être ni vendues, ni réinvesties, ni remises en garantie

• Profil de risque :

Le fonds sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et les aléas du marché.

La valeur de la part du FIA est susceptible de fluctuer en fonction de différents facteurs liés aux changements propres aux OPC ou titres représentés en portefeuille, aux évolutions des chiffres macro-économiques et des taux d'intérêt.

Le profil de risque est adapté à un horizon d'investissement supérieur à 5 ans.

Risque de perte en capital :

Le FIA ne bénéficie d'aucune garantie en capital ou performance. La Société Parisienne de Gestion ne garantit pas aux souscripteurs qu'ils se voient restituer le capital qu'ils ont investi dans ce fonds, même s'ils conservent leurs parts pendant la durée de placement recommandée.

Risque de gestion discrétionnaire :

Le style de gestion discrétionnaire de ce FIA repose sur la sélection de valeurs « stock picking ». Il existe un risque que le fonds ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants.

Risque Actions :

Les variations des marchés actions peuvent entraîner des variations importantes. Le fonds est exposé en permanence à hauteur de 60% minimum au risque des marchés actions. Si les marchés actions baissent, la valeur liquidative de votre FIA peut baisser.

Par ailleurs, la performance du fonds dépendra des sociétés choisies par le gérant. Il existe un risque que le gérant ne sélectionne pas les valeurs les plus performantes.

Le gérant peut investir jusqu'à 100% de son actif dans des petites et moyennes capitalisations dont les volumes de titres échangés sont souvent moins importants que pour les grandes capitalisations. La valeur du fonds peut donc baisser plus rapidement.

Risque de liquidité : le fonds peut être investi jusqu'à 100% de son actif dans des petites et moyennes capitalisations. Le volume de ces titres étant réduit, les mouvements de marché sont donc plus marqués à la baisse, et plus rapides que sur les grandes capitalisations. La valeur liquidative du FIA peut donc baisser plus rapidement et plus fortement.

La survenance de l'un de ces risques peut entraîner une baisse de la valeur liquidative.

Risque de taux et de crédit : Oui

La valeur liquidative du FIA pourra baisser si les taux d'intérêts augmentent.

Le risque de crédit correspond au risque que l'émetteur ne puisse pas faire face à ses engagements. La valeur OPC obligataires, dans lesquels est investi le FIA, peut baisser entraînant une baisse de la valeur liquidative.

Risque lié à l'engagement sur les instruments financiers à terme :

L'engagement sur les marchés financiers à terme peut induire un risque de baisse sur la valeur liquidative du fonds plus significative et rapide que celle des marchés sur lesquels le FIA est investi.

Risque de change :

Le fonds peut être exposé au risque de change dans la limite de 100% de son actif dont 25% maximum au risque de change sur des devises hors Union européenne. Une appréciation de l'euro face aux devises aura un impact baissier sur la valeur liquidative du FIA.

Risque lié à l'investissement sur les pays émergents :

Le FIA peut investir jusqu'à 25% de son actif dans des instruments financiers issus des marchés émergents. Il existe un risque lié à ces investissements car les conditions de fonctionnement et de surveillance de ces marchés peuvent s'écarter des standards prévalant sur les grandes places internationales

Risque de contrepartie :

Le risque de contrepartie résulte de toutes les opérations de gré à gré (les contrats financiers, et les garanties financières) conclues avec la même contrepartie. Le risque de contrepartie mesure le risque de perte en cas de défaillance d'une contrepartie incapable de faire face à ses obligations contractuelles avant que l'opération ait été réglée de manière définitive sous la forme d'un flux financier. Dans ce cas, la valeur liquidative pourrait baisser.

Risque lié à l'investissement dans des titres spéculatifs à haut rendement : Oui

Le FIA doit être considéré comme en partie spéculatif et s'adressant plus particulièrement à des investisseurs conscients des risques inhérent aux investissements dans des titres dont la notation est basse ou inexistante. Ainsi, l'utilisation d'OPC investis dans des titres à haut rendement « high yield » peut entraîner une baisse significative de la valeur liquidative.

8. Garantie ou protection

Néant

9. Souscripteurs concernés et profil de l'investisseur type :

Souscripteurs concernés : Tous souscripteurs

Profil type de l'investisseur :

Le fonds convient à des investisseurs institutionnels ou personnes physiques souhaitant placer une part de leurs actifs dans un portefeuille diversifié comprenant tout type d'actifs (OPC, actions et instruments financiers à terme) géré de façon discrétionnaire et conscients des risques inhérents à la détention de parts d'un tel fonds.

Les parts de ce FIA ne sont pas et ne seront pas enregistrées aux Etats-Unis en application du U.S. Securities Act de 1933 tel que modifié (" Securities Act 1933 ") ou admises en vertu d'une quelconque loi des Etats-Unis. Ces parts ne doivent ni être offertes, vendues ou transférées aux Etats-Unis (y compris dans ses territoires et possessions) ni bénéficier, directement ou indirectement, à une US Person (au sens du règlement S du Securities Act de 1933).

Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans ce fonds dépend de la situation personnelle de chaque investisseur. Pour le déterminer, il doit tenir compte de son patrimoine personnel, de ses besoins actuels et de la durée de placement recommandée mais également de son souhait de prendre des risques du fait de la stratégie dynamique du fonds et de la volatilité des marchés actions.

Durée de placement recommandée : 5 ans

10. Modalités de détermination et d'affectation des résultats :

Sommes Distribuables	Parts
Affectation du résultat net	Capitalisation
Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées	Capitalisation

Caractéristiques des parts :

Le FIA dispose d'une seule catégorie de parts, libellées en euros et exprimées en nombre entier.

11. Modalités de souscription et de rachat :**a. Date et périodicité de la valeur liquidative :**

Chaque vendredi, à l'exception des jours fériés et des jours de fermeture des marchés français (calendrier officiel de Euronext Paris S.A.), dans ce cas la valeur liquidative sera calculée le jour ouvré précédent.

Une valeur liquidative supplémentaire, ne donnant pas lieu à des souscriptions et des rachats, est établie chaque dernier jour ouvré du mois si ce jour n'est pas un vendredi. Cette valeur liquidative estimative mensuelle ne pourra servir de base à des souscriptions ou des rachats.

b. Conditions de souscription et de rachat :

Les ordres sont exécutés conformément au tableau ci-dessous :

<i>vendredi : jour d'établissement de la VL (J)</i>			<i>J+1 ouvré</i>	<i>J+3 ouvrés</i>	<i>J+3 ouvrés</i>
<i>Centralisation avant 12h des ordres de souscription¹</i>	<i>Centralisation avant 12h des ordres de rachat¹</i>	<i>Exécution de l'ordre au plus tard en J</i>	<i>Publication de la valeur liquidative</i>	<i>Livraison des souscriptions</i>	<i>Règlement des rachats</i>

¹Sauf éventuel délai spécifique convenu avec votre établissement financier

En cas de jours fériés et de fermeture des marchés, les ordres de souscriptions/rachats seront centralisés le jour ouvré précédent.

Le rachat par le FIA de ses parts, comme l'émission de parts nouvelles, peuvent être suspendus, à titre provisoire, par la société de gestion, quand des circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des porteurs le commande.

L'OPC dispose d'un mécanisme de plafonnement des rachats. La Société de Gestion pourra ne pas exécuter en totalité les demandes de rachat centralisés sur une même Valeur Liquidative au regard des conséquences sur la gestion de la liquidité afin de garantir l'équilibre de gestion de l'OPC et donc l'égalité de traitement des Investisseurs.

Méthode de calcul et seuil retenus : Si à une date de centralisation donnée, la somme des demandes de rachat diminuée de la somme des demandes de souscription représente plus de dix (10) % de l'Actif Net, la Société de Gestion peut décider de déclencher le plafonnement des rachats. La Société de Gestion peut décider d'honorer les demandes de rachat au-delà du seuil de dix (10) % si les conditions de liquidité le permettent et exécuter ainsi partiellement à taux supérieur ou totalement les ordres de rachat.

Le dispositif de plafonnement des rachats peut être appliqué sur 8 valeurs liquidatives sur 6 mois et ne peut excéder 2 mois si le dispositif est activé consécutivement sur chaque valeur liquidative pendant 2 mois (Les durées maximales d'activation seront caduques à compter de la modification du RG qui les imposent actuellement)

Information des actionnaires en cas de déclenchement du dispositif : En cas d'activation du dispositif de plafonnement des rachats, les investisseurs et investisseurs potentiels seront informés par la Société de Gestion soit par tout moyen via le site internet de la Société de Gestion soit par tout autre moyen approprié. De plus, les investisseurs dont les demandes de rachat auraient été, partiellement ou totalement, non exécutées seront informés de façon particulière et dans les meilleurs délais après la date de centralisation par leur teneur de compte.

Plafonnement des ordres de rachat : Toutes les demandes de rachat seront ainsi réduites proportionnellement et exprimées en nombre entier d'actions (arrondi à l'entier inférieur).

Traitement des ordres non exécutés : Dans le cas d'activation du mécanisme par la Société de Gestion, les demandes de rachat d'actions non intégralement honorées sur la Date d'Etablissement de la Valeur Liquidative seront automatiquement reportées sur la Valeur Liquidative suivante sans possibilité d'annulation par l'Investisseurs et ne seront pas prioritaires par rapport aux nouvelles demandes de rachat reçues sur cette Valeur Liquidative.

Cas d'exonération du mécanisme du déclenchement : Le mécanisme ne sera pas déclenché, lorsque l'ordre de rachat est immédiatement suivi d'une souscription du même Investisseur d'un montant égal, ou d'un nombre d'actions égal, et effectué sur la même date de Valeur Liquidative et le même code ISIN.

Exemple illustratif : Si le total des demandes de rachats, nets de souscriptions, sur une date J représentent 20% de l'actif net du Fonds, ils pourront être plafonnés à 10% si les conditions de liquidité de l'actif du fonds sont insuffisantes. Les rachats seront donc partiellement exécutés à la date J, à hauteur de 50% (rapport entre la part des rachats nets de 20% et du seuil de 10%) et le solde de 10% sera reporté à la valeur liquidative suivante. Si, à la date J+7, la somme du montant des rachats nets de souscriptions de J+7, et du montant des rachats reportés de la valeur liquidative précédente, représentent moins de 10% de l'actif net du fonds (seuil de déclenchement du dispositif), ils ne seront plus plafonnés. En revanche, s'ils sont de nouveau supérieurs à 10%, et que les conditions de liquidité demeurent insuffisantes pour les honorer, le dispositif sera prolongé d'une semaine, et se renouvelera jusqu'à ce que la totalité des rachats puisse être honorée.

L'OPC dispose également d'un mécanisme de frais de remboursement acquis au fonds qui, au sein d'une fourchette prédéterminée, tiennent compte du coût de la liquidité, versés au fonds par les porteurs de parts ou les actionnaires lors du remboursement de parts ou d'actions, et qui garantissent que les porteurs de parts ou les actionnaires qui restent dans le fonds ne soient pas injustement désavantagés.

Ces frais peuvent être appliqués en régime normal ou en cas de tensions sur la liquidité.

Les frais de remboursement sont acquis au fonds et ne constituent pas une rémunération au profit de la société de gestion, du dépositaire ou des distributeurs.

Leur taux est déterminé de manière objective et proportionnée, en fonction des coûts de transaction (implicites et explicites) supportés par le fonds lors de la cession des actifs nécessaires au règlement des demandes de rachat.

Les frais de remboursement susceptibles d'être prélevés :

Valeurs françaises : 12€ + 0.10%

Valeurs étrangères : 40€ + 0.10%

c. Lieu et modalités de publication ou de communication de la valeur liquidative :

La valeur liquidative est disponible auprès de la société de gestion.

d. Gestion du risque de liquidité :

Le dispositif mis en place cherche à s'assurer, lors de la création du fonds, de l'adéquation de la liquidité attendue de l'univers d'investissement avec les modalités de rachat des porteurs dans des circonstances normales de marché. Il prévoit également un suivi périodique de la structure de l'actif et du passif et la réalisation de simulations de crise de liquidité dans des circonstances normales et exceptionnelles qui reposent notamment sur l'observation historique des rachats.

12. Frais et commissions :

Commissions de souscription et de rachat :

Les commissions de souscription et de rachat viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur ou diminuer le prix de remboursement. Les commissions acquises au FIA servent à compenser les frais supportés par le FIA pour investir ou désinvestir les avoirs confiés. Les commissions non acquises reviennent à la société de gestion, au commercialisateur, etc.

Frais à la charge de l'investisseur, prélevés lors des souscriptions et des rachats	Assiette	Taux barème
Commission de souscription non acquise au FIA	valeur liquidative × nombre de parts	1% maximum
Commission de souscription acquise au FIA	valeur liquidative × nombre de parts	Néant
Commission de rachat non acquise au FIA	valeur liquidative × nombre de parts	Néant
Commission de rachat acquise au FIA	valeur liquidative × nombre de parts	Néant

Frais de fonctionnement et de gestion :

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement au FIA, à l'exception des frais de transactions. Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse, etc..) et la commission de mouvement, le cas échéant, qui peut être perçue notamment par le dépositaire et la société de gestion.

Aux frais de fonctionnement et de gestion peuvent s'ajouter :

- des commissions de surperformance. Celles-ci rémunèrent la société de gestion dès lors que le fonds a dépassé ses objectifs. Elles sont donc facturées au FIA ;
- des frais de transaction facturés au FIA ;

Pour plus de précisions sur les frais effectivement facturés au FIA, se reporter au Document d'Information Clé pour l'Investisseur.

Frais facturés au FIA	Assiette	Taux barème
Frais de gestion financière et frais de fonctionnement et autres services	Actif net	2.40 % TTC maximum
Prestataires percevant des commissions de mouvement : Dépositaire	Prélèvement sur chaque transaction	Actions, ETF, warrants, droits, , bons de souscription et certificats 100% dépositaire : 12€ pour les valeurs françaises 35€ pour les valeurs étrangères S/R OPC 100% Dépositaire Commercialisé en France ou admis en Euroclear : 12€ TTC Commercialisés à l'étranger : 40€ TTC Off-shore : 150€ TTC Marchés dérivés : 100% Dépositaire Futures 1€ TTC/lot Options 0,40% Minimum 7€ TTC
Commission de surperformance	Actif net	8% TTC de la performance nette de frais annuelle positive du fonds, dans le respect du principe du « high-water mark » exposé plus bas. (*)

(*) La commission de surperformance :

Principe du « High-water mark »

• Les commissions de surperformance suivent le principe du high-water mark : aucune commission de surperformance n'est provisionnée tant que la surperformance du fonds n'a pas dépassé son plus haut niveau historiquement atteint en fin d'exercice comptable.

Le mode de calcul et de comptabilisation de la commission de surperformance est le suivant :

• Le calcul de la commission de surperformance s'effectue sur la base du montant de l'actif sur lequel la performance a été réalisée ainsi que des souscriptions et des rachats effectués sur le fonds.

Au cas où depuis le début de l'exercice comptable du fonds, la progression de l'actif brut de la part avant frais de gestion variables (mais après frais de gestion fixes) serait négative, il n'est pas constitué de provision pour frais de gestion variables ;

• Dans le cas où, depuis le début de l'exercice comptable du fonds, la performance brute avant frais de gestion variables (mais après frais de gestion fixes) est positive, une provision potentielle pour frais de gestion variables est calculée comme étant égale à 8 % de la performance annuelle positive.

• Une valeur liquidative (VL) théorique après frais de gestion variables est ensuite calculée et comparée à la VL de début d'exercice : si elle lui est supérieure (performance positive depuis le début de l'exercice), elle est ensuite

comparée au seuil du high-water mark tel que précédemment défini. Une provision est constatée seulement si la performance a dépassé ce seuil.

- En cas de rachat de parts en cours de période de référence, la commission de surperformance est acquise à la société de gestion en date de valeur liquidative du rachat au prorata du nombre de parts rachetées sur le nombre de parts totales de la classe de part concernée.
- En cas de sous-performance par rapport à la performance préétablie en cours d'exercice, il sera procédé à une reprise de provisions. Dans le cas d'une performance négative du fonds, ou d'une surperformance inférieure au « high-water mark » la provision est intégralement reprise. Ces reprises sont plafonnées à hauteur des dotations.
- La commission de surperformance est définitivement acquise à la société de gestion en fin d'exercice du fonds et prélevée par celle-ci par la suite. Le high water mark est relevé pour l'exercice comptable suivant au même niveau
- Dans le cas d'une sous-performance constatée en fin d'exercice, le high water mark utilisé pour le calcul des commissions en date de clôture sera maintenu pour le nouvel exercice comptable (maintien du high water mark).
- Toute sous-performance du fonds est compensée avant que des commissions de surperformance ne deviennent exigibles. Toutefois, en cas de sous-performance pendant une durée de 5 exercices consécutifs, le niveau de high water mark sera réinitialisé au niveau constaté à la fin de cette période de 5 ans et la sous-performance non compensée sera alors effacée.

Exemples de calcul :

Les exemples de calculs présentés adoptent une méthode simplificatrice afin de faciliter la compréhension des mécanismes de calcul de la commission de surperformance. Les calculs réels peuvent diverger des résultats présentés dans le tableau et des commentaires.

En particulier, les sources de divergence sont les suivantes :

- ils ne prennent pas en compte les effets des souscriptions et rachats sur le calcul du fonds théorique et également des cristallisations qui s'opèrent lors des rachats lorsque des commissions sont dotées. La commission de surperformance réelle peut donc être supérieure dans certains cas (rachats en période de surperformance).
- les conditions de performance absolue positive et de dépassement de la plus haute performance positive atteinte en fin d'exercice ne sont mesurées que sur la VL avant commission de surperformance dans le tableau d'exemple, alors que ces conditions sont observées après un premier calcul de commission de surperformance dans le calcul appliqué. La commission de surperformance réelle peut donc être inférieure dans certains cas (performance absolue annuelle, ou relative historique, négative après commission de surperformance).

En outre, le scénario de performance établi n'a aucune vocation à représenter les performances passées ou futures du fonds, et n'a été choisi qu'à des fins illustratives en raison de la variété des cas de figure qu'il présente.

Année	Performance du fonds	Sous-performance à compenser l'année suivante	Commission de surperformance
1	5%	0%	Oui
2	0%	0%	Non
3	-5%	-5%	Non
4	3%	-2%	Non
5	2%	0%	Non
6	5%	0%	Oui
7	5%	0%	Oui
8	-10%	-10%	Non
9	2%	-8%	Non
10	2%	-6%	Non

La politique de rémunération est disponible sur le site internet de la société de gestion (www.spg-paris.com/informations-reglementaires)

Procédure de choix des intermédiaires :

Les brokers sont choisis en fonction de la qualité de leurs conseils d'investissement, d'exécution et de suivi administratif des ordres qui leur sont confiés et de la qualité de la relation qu'ils nous proposent (disponibilité, réactivité des conseillers,...).

III. Informations d'ordre commercial :**Souscription et rachat :**

Les demandes de souscription et de rachat relatives au FIA sont centralisées auprès de son dépositaire :
Crédit Industriel et Commercial, établissement de crédit agréé par l'ACPR
siège social : 6 avenue de Provence 75009 Paris
adresse postale : 6 avenue de Provence 75009 Paris

Diffusion des informations concernant le FIA :

Les demandes d'information, les documents relatifs au FIA et sa valeur liquidative peuvent être obtenus en s'adressant directement à la société de gestion :

Société Parisienne de Gestion
10 avenue de Messine
75 008 PARIS

Informations sur les critères ESG :

A ce jour, SPG ne tient pas compte des critères de durabilité dans ses décisions d'investissement. En effet, l'absence de convergence des méthodes de notation, le manque de clarté dans les normes et la disparité des données collectées constituent des enjeux majeurs concernant la fiabilité des notations ESG. Par ailleurs, l'accès à des données de qualité peut représenter un coût non négligeable que la SPG n'est pas prête à faire supporter à ses clients.

Au-delà des questions de qualité et de coût des données, se pose la question de leur sincérité. En ce qui concerne les critères environnementaux, le greenwashing est aujourd'hui une problématique majeure qui traverse toutes les industries. De nombreuses entreprises font des déclarations fausses ou trompeuses concernant leur politique environnementale, ou se réclament de gestes souvent vides de sens qui n'ont finalement que peu ou pas d'impact. Toutefois la SPG se réserve le droit de faire évoluer sa position sur le sujet dans l'avenir.

IV. Règles d'investissement

Le FIA respecte les règles d'investissement édictées par le Code Monétaire et Financier et applicables à sa catégorie.

V. Risque global

Le FIA utilise la méthode de l'engagement pour calculer le ratio de risque global du FIA lié aux contrats financiers

VI. Règles d'évaluation et de comptabilisation des actifs :**V 1 - Règles d'évaluation des actifs****A - Méthode d'évaluation :**

- Les valeurs mobilières négociées sur un marché réglementé français ou étranger, sont évaluées au prix du marché

Toutefois, les instruments suivants sont évalués selon les méthodes spécifiques suivantes :

les actions et titres assimilés négociés sur un marché réglementé français ou étranger sont évalués au cours de clôture du jour de la valorisation

- Les parts ou actions d'OPC sont évaluées sur la base de la dernière valeur liquidative connue.
- .
- Les acquisitions et cessions temporaires de titres sont valorisées en conformité avec la réglementation en vigueur selon les conditions du contrat d'origine.
- Les opérations sur les marchés à terme ferme sont valorisées au cours de compensation et les opérations conditionnelles selon le titre du support.

La valeur de marché pour les contrats à terme ferme est égale au cours en euro multiplié par le nombre de contrats.

La valeur de marché pour les opérations conditionnelles est égale à la traduction en équivalent sous-jacent

- Les valeurs mobilières dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation ou dont le cours a été corrigé sont évaluées à leur valeur probable de négociation sous la responsabilité de la société de gestion. Ces évaluations et leur justification sont communiquées au commissaire aux comptes à l'occasion de ses contrôles.
- Les titres qui ne sont pas négociés sur un marché réglementé sont évalués sous la responsabilité de la société de gestion à leur valeur probable de négociation.

V 2 – Méthode comptabilisation

- Le FIA s'est conformé aux règles comptables prescrites par la réglementation en vigueur, et notamment au plan comptable applicable.
- Le FIA a opté pour l'Euro comme devise de référence de la comptabilité.
- Les intérêts sont comptabilisés selon la méthode des intérêts encaissés.
- L'ensemble des opérations est comptabilisé en frais exclus.
- La valeur de tous les titres libellés dans une devise autre que l'Euro sera convertie en Euro à la date de l'évaluation.

REGLEMENT du FIA SELECT-ACTIONS EUROPE**TITRE I****ACTIFS ET PARTS****Article 1 - Parts de copropriété**

Les droits des copropriétaires sont exprimés en parts, chaque part correspondant à une même fraction de l'actif du fonds. Chaque porteur de part dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du fonds proportionnel au nombre de parts possédées.

La durée du fonds est de 99 ans à compter du 12 octobre 2012 sauf dans les cas de dissolution anticipée ou de la prorogation prévue au présent règlement.

Les parts pourront être fractionnées, sur décision du Conseil d'Administration de la société de gestion, en dixièmes, centièmes, millièmes ou dix millièmes de parts, dénommées fractions de parts.

Les dispositions du règlement réglant l'émission et le rachat de parts sont applicables aux fractions de parts dont la valeur sera toujours proportionnelle à celle de la part qu'elles représentent. Toutes les autres dispositions du règlement relatives aux parts s'appliquent aux fractions de parts sans qu'il soit nécessaire de le spécifier, sauf lorsqu'il en est disposé autrement.

Enfin, le conseil d'administration de la société de gestion peut, sur ses seules décisions, procéder à la division des parts par la création de parts nouvelles qui sont attribuées aux porteurs en échange des parts anciennes.

Article 2 - Montant minimal de l'actif

Il ne peut être procédé au rachat des parts si l'actif devient inférieur à 300.000 euros ; lorsque l'actif demeure pendant trente jours inférieur à ce montant, la société de gestion prend les dispositions nécessaires afin de procéder à la liquidation du FIA concerné, ou à l'une des opérations mentionnées à l'article 422-17 du règlement général de l'AMF.

Article 3 - Émission et rachat des parts

Les parts sont émises à tout moment à la demande des porteurs sur la base de leur valeur liquidative augmentée, le cas échéant, des commissions de souscription.

Les rachats et les souscriptions sont effectués dans les conditions et selon les modalités définies dans le prospectus.

Les parts de FIA peuvent faire l'objet d'une admission à la cote selon la réglementation en vigueur.

Les souscriptions doivent être intégralement libérées le jour du calcul de la valeur liquidative. Elles peuvent être effectuées en numéraire ou par apport d'instruments financiers. La société de gestion a le droit de refuser les instruments proposés et, à cet effet, dispose d'un délai de sept jours à partir de leur dépôt pour faire connaître sa décision. En cas d'acceptation, les valeurs apportées sont évaluées selon les règles fixées à l'article 4 et la souscription est réalisée sur la base de la première valeur liquidative suivant l'acceptation des valeurs concernées.

Les rachats sont effectués exclusivement en numéraire, sauf en cas de liquidation du fonds lorsque les porteurs de parts ont signifié leur accord pour être remboursés en titres. Ils sont réglés par le dépositaire dans un délai maximum de cinq jours suivant celui de l'évaluation de la part.

Toutefois, si, en cas de circonstances exceptionnelles, le remboursement nécessite la réalisation préalable d'actifs compris dans le fonds, ce délai peut être prolongé, sans pouvoir excéder 30 jours.

Sauf en cas de succession ou de donation-partage, la cession ou le transfert de parts entre porteurs, ou de porteurs à un tiers, est assimilée à un rachat suivi d'une souscription ; s'il s'agit d'un tiers, le montant de la cession ou du transfert doit, le cas échéant, être complété par le bénéficiaire pour atteindre au minimum celui de la souscription minimale exigée par le prospectus.

Le FIA peut cesser d'émettre des parts en application du troisième alinéa de l'article L. 214-24-41 du code monétaire et financier, de manière provisoire ou définitive, partiellement ou totalement, dans les situations objectives entraînant la fermeture des souscriptions telles qu'un nombre maximum de parts émises, un montant maximum d'actif atteint ou l'expiration d'une période de souscription déterminée. Le déclenchement de cet outil fera l'objet d'une information par tout moyen des porteurs existants relative à son activation, ainsi qu'au seuil et à la situation objective ayant conduit à la décision de fermeture partielle ou totale. Dans le cas d'une fermeture partielle, cette information par tout moyen précisera explicitement les modalités selon lesquelles les porteurs existants peuvent continuer de souscrire pendant la durée de cette fermeture partielle. Les porteurs de parts sont également informés par tout moyen de la décision de de la société de gestion soit de mettre fin à la fermeture totale ou partielle des souscriptions (lors du passage sous le seuil de déclenchement), soit de ne pas y mettre fin (en cas de changement de seuil ou de modification de la situation objective ayant conduit à la mise en œuvre de cet outil). Une modification de la situation objective invoquée ou du seuil de déclenchement de l'outil doit toujours être effectuée dans l'intérêt des porteurs de parts. L'information par tous moyens précise les raisons exactes de ces modifications.

Lorsque l'actif net du FIA devient inférieur au montant fixé par la réglementation, aucun rachat de parts ne peut être effectué.

En application de l'article L. 214-24-41 du code monétaire et financier, le rachat par le FCP de ses parts, comme l'émission de parts nouvelles, peuvent être suspendus, à titre provisoire, par la société de gestion, quand des circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des porteurs le commande.

En application des articles L. 214-7-4 du code monétaire et financier et 411-20-1 du règlement général de l'AMF, la société de gestion peut décider de plafonner les rachats quand des circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des actionnaires ou du public le commande. Les modalités de fonctionnement du mécanisme de plafonnement et d'information des actionnaires sont décrites dans le prospectus.

Elle peut également décider d'appliquer des frais de remboursement acquis au fonds qui garantissent que les porteurs de parts ou les actionnaires qui restent dans le fonds ne soient pas injustement désavantagés lors de rachats de parts.

Article 4 - Calcul de la valeur liquidative

Le calcul de la valeur liquidative de la part est effectué en tenant compte des règles d'évaluation figurant dans le prospectus.

Les apports en nature ne peuvent comporter que les titres, valeurs ou contrats admis à composer l'actif des FIA ; ils sont évalués conformément aux règles de valorisation applicables au calcul de la valeur liquidative.

TITRE II

FONCTIONNEMENT DU FIA

Article 5 - La société de gestion

La gestion du fonds est assurée par la société de gestion conformément à l'orientation définie pour le FIA. La société de gestion peut prendre toute décision pour changer la stratégie d'investissement ou la politique d'investissement du FIA, dans l'intérêt des porteurs et dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables. Ces modifications peuvent être soumises à l'agrément de l'Autorité des marchés financiers.

La société de gestion agit en toutes circonstances dans l'intérêt exclusif des porteurs de parts et peut seule exercer les droits de vote attachés aux titres compris dans le FIA. La politique de vote de la société de gestion est disponible sur son site internet spg-paris.com

Article 5 bis - Règles de fonctionnement

Les instruments et dépôts éligibles à l'actif du FIA ainsi que les règles d'investissement sont décrits dans le prospectus.

Article 5 ter - Admission à la négociation sur un marché réglementé et/ou un système multilatéral de

négociation

Les parts peuvent faire l'objet d'une admission à la négociation sur un marché réglementé et/ou un système multilatéral de négociation selon la réglementation en vigueur. Dans le cas où le FIA dont les parts sont admises aux négociations sur un marché réglementé a un objectif de gestion fondé sur un indice, le fonds devra avoir mis en place un dispositif permettant de s'assurer que le cours de ses parts ne s'écarte pas sensiblement de sa valeur liquidative.

Article 6 - Le dépositaire

Le dépositaire assure les missions qui lui incombent en application des lois et règlements en vigueur ainsi que celles qui lui ont été contractuellement confiées par la société de gestion. Il doit notamment s'assurer de la régularité des décisions de la société de gestion. Il doit, le cas échéant, prendre toutes mesures conservatoires qu'il juge utiles. En cas de litige avec la société de gestion, il en informe l'Autorité des marchés financiers.

Article 7 - Le commissaire aux comptes

Un commissaire aux comptes est désigné pour six exercices, après accord de l'Autorité des marchés financiers, par l'organe de gouvernance ou le directoire de la société de gestion.

Il certifie la régularité et la sincérité des comptes.

Il peut être renouvelé dans ses fonctions.

Le commissaire aux comptes est tenu de signaler dans les meilleurs délais à l'Autorité des marchés financiers tout fait ou toute décision concernant le FIA dont il a eu connaissance dans l'exercice de sa mission, de nature :

1° A constituer une violation des dispositions législatives ou réglementaires applicables à cet organisme et susceptible d'avoir des effets significatifs sur la situation financière, le résultat ou le patrimoine ;

2° A porter atteinte aux conditions ou à la continuité de son exploitation ;

3° A entraîner l'émission de réserves ou le refus de la certification des comptes.

Les évaluations des actifs et la détermination des parités d'échange dans les opérations de transformation, fusion ou scission sont effectuées sous le contrôle du commissaire aux comptes.

Il apprécie tout apport ou rachat en nature sous sa responsabilité, hormis dans le cadre de rachats en nature pour un ETF sur le marché primaire.

Il contrôle l'exactitude de la composition de l'actif et des autres éléments avant publication.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et le conseil d'administration ou le directoire de la société de gestion au vu d'un programme de travail précisant les diligences estimées nécessaires.

Il atteste les situations servant de base à la distribution d'acomptes.

Ses honoraires sont compris dans les frais de gestion.

Article 8 - Les comptes et le rapport de gestion

À la clôture de chaque exercice, la société de gestion établit les documents de synthèse et établit un rapport sur la gestion du fonds (le cas échéant, relatif à chaque compartiment) pendant l'exercice écoulé.

La société de gestion établit, au minimum de façon semestrielle et sous contrôle du dépositaire, l'inventaire des actifs du FIA.

La société de gestion tient ces documents à la disposition des porteurs de parts dans les six mois suivant la clôture de l'exercice et les informe du montant des revenus auxquels ils ont droit : ces documents sont, soit transmis par courrier à la demande expresse des porteurs de parts, soit mis à leur disposition à la société de gestion.

TITRE III**MODALITÉS D'AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES****Article 9 - Modalités d'affectation des sommes distribuables**

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrrages, dividendes, primes et lots, jetons de présence ainsi que tous produits relatifs aux titres constituant le portefeuille du fonds majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Les sommes distribuables sont égales au résultat net de l'exercice augmenté des reports à nouveau et majoré ou diminué du solde des comptes de régularisation des revenus afférents à l'exercice clos.

Les sommes distribuables seront intégralement capitalisées chaque année à l'exception de celles qui font l'objet d'une distribution obligatoire en vertu de la loi.

TITRE IV**FUSION - SCISSION - DISSOLUTION - LIQUIDATION****Article 10 - Fusion - Scission**

La société de gestion peut soit faire apport, en totalité ou en partie, des actifs compris dans le FIA à un autre OPCVM ou FIA, soit scinder le FIA en deux ou plusieurs autres fonds communs de placement.

Ces opérations de fusion ou de scission ne peuvent être réalisées qu' après que les porteurs en ont été avisés. Elles donnent lieu à la délivrance d'une nouvelle attestation précisant le nombre de parts détenues par chaque porteur.

Article 11 - Dissolution - Prorogation

Si les actifs du FIA demeurent inférieurs, pendant trente jours, au montant fixé à l'article 2 ci-dessus, la société de gestion en informe l'Autorité des marchés financiers et procède, sauf opération de fusion avec un autre fonds, à la dissolution du FIA.

La société de gestion peut dissoudre le FIA par anticipation : elle informe les porteurs de parts de sa décision, et à partir de cette date les demandes de souscription ou de rachat ne sont plus acceptées.

La société de gestion procède également à la dissolution du FIA en cas de demande de rachat de la totalité des parts, de cessation de fonction du dépositaire, lorsque aucun autre dépositaire n'a été désigné, ou à l'expiration de la durée du fonds, si celle-ci n'a pas été prorogée.

La société de gestion informe l'Autorité des Marchés Financiers par courrier de la date et de la procédure de dissolution retenue. Ensuite, elle adresse à l'Autorité des Marchés Financiers le rapport du Commissaire aux comptes.

La prorogation d'un FIA peut être décidée par la société de gestion en accord avec le dépositaire. Sa décision doit être prise au moins 3 mois avant l'expiration de la durée prévue pour le FIA et portée à la connaissance des porteurs de parts et de l'Autorité des Marchés Financiers.

Article 12 - Liquidation

En cas de dissolution, la société de gestion assume les fonctions de liquidateur ; à défaut, le liquidateur est désigné en justice à la demande de toute personne intéressée. Ils sont investis à cet effet, des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs, payer les créanciers éventuels et répartir le solde disponible entre les porteurs de parts en numéraire ou en valeurs.

Le commissaire aux comptes et le dépositaire continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à la fin des opérations de liquidation.

TITRE V**CONTESTATION****Article 13 - Compétence - Élection de Domicile**

Toutes contestations relatives au fonds qui peuvent s'élever pendant la durée de fonctionnement de celui-ci, ou lors de sa liquidation, soit entre les porteurs de parts, soit entre ceux-ci et la société de gestion ou le dépositaire, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.